



LA PAGE D'INFOS DE LA CGT TRESOR DE L'YONNE N° 3 de 2007

Secrétaire Alain GUYADER tél : 03 86 64 99 05
E-Mail : a.guyader@wanadoo.fr

Sommaire :

- éditorial sur Hélios
- compte rendu du CDAS du 13 mars 2007
- compte rendu CAP locales de mutation du 15 mars 2007



EDITO

Comme vous le savez tous maintenant , non seulement **Hélios** est un gouffre financier , mais en plus ça ne marche pas.

Pour la CGT, qui s'est adressée au directeur, les difficultés concernant bien l'ensemble des postes comptables, ceux qui ont déjà basculé et ceux qui basculeront, quels que soient les enjeux définis par la direction.

Le syndicat prend acte du courrier du Directeur (voir le journal de février) mais ne peut s'en satisfaire. En effet, il est absolument nécessaire que soit clarifiée, dans le cadre d'une véritable transparence, la fiabilité de l'application tant sur son contenu que sur le rôle du prestataire privé dans ce cadre.

Il est aussi essentiel que soit précisée la stratégie de déploiement que compte mettre en place la direction générale dans les mois et les années qui viennent.

Le réseau demande des réponses concrètes aux problèmes actuels par la mise en place de solutions efficaces et durables. Elles ne peuvent se limiter, ni à une éventuelle nouvelle pause et à un différé du calendrier de déploiement, ni à un examen des situations au cas par cas.

Le SNT-CGT demande de suspendre l'ensemble du programme de déploiement de 2007 tant que la fiabilité de l'application n'est pas garantie et de permettre aux postes déjà sous Hélios de consolider leur situation.

La CGT souhaite un véritable débat dans la transparence sur la nature des difficultés et les choix effectués par la direction (applicatif, charges de travail, déploiement, formation...).

Elle a obtenu que cette question soit à l'ordre du jour du CTPC du 2 avril.

COMPTE-RENDU DU CDAS du 13 mars 2007

Le premier conseil départemental d'action sociale de 2007 s'est réuni à la Direction des Services Fiscaux à Auxerre.

L'ordre du jour était assez chargé puisqu'il fallait approuver le rapport d'activité 2006 , aussi bien budgétaire que le bilan d'activité de l'assistante sociale et le médecin de prévention. Il fallait aussi procéder aux votes sur les crédits délégués 2007 et les actions de prévention.

En préliminaire, notre collègue CGT des Douanes a lu une déclaration générale sur les activités du CDAS et les attentes des élus CGT:

Le budget 2007 de l'Action Sociale reste identique à celui de 2006 .

Qui dit budget constant dit budget en régression, car non indexé sur l'indice des prix!

Qu'en est-il de l'évolution du budget de CDAS de l'Yonne?

Concernant la restauration : un rappel mais aussi un vœu que nous soumettons au CDAS.

La CGT reste attachée à la restauration collective, il n'en demeure pas moins que le conventionnement doit correspondre à des critères de qualité, de proximité, de prix et de qualité d'accueil (exemple le restaurant administratif de Dijon) .

Le titre restaurant , même s'il reste un palliatif, doit être revalorisé à 7 euros avec participation de l'état employeur à hauteur de 60%. Pour information celui-ci n'a pas été revalorisé depuis 1995 et en 2005 la CGT avait remis une pétition avec 440 signatures . Il est temps d'agir!

Concernant les vacances loisirs : le bilan 2006 des fréquentations du tourisme social est en légère hausse.

Pour la CGT c'est une satisfaction de voir que ce secteur jugé non prioritaire soit enfin reconnu. Cependant tout n'est pas parfait et il reste des efforts à faire : des tarifs plus attractifs (afin que même les revenus les plus modestes puissent partir en vacances), un nombre plus important de places pour les séjours enfants, les gîtes, les résidences et centres de vacances familiales .

Concernant le logement : la DPAEP annonce pour 2007 le doublement du nombre de réservations de logements pour les agents du MINEFI en Ile de France mais aussi en Province .

Quelle répercussion dans le département de l'Yonne sachant que la fiche 13 du bilan sur le logement fait apparaître un zéro pointé!

Concernant les secours: le constat est fait de la forte dégradation de la vie des agents et des difficultés financières de plus en plus importantes dues à l'augmentation du coût de la vie et à l'absence d'une vraie politique salariale de l'état envers ses fonctionnaires.

Pour finir, avez-vous des infos concernant le projet de convention entre le MINEFI et EPAF, ALPAL et l'AGRAF et ses conséquences au niveau local?

Les débats ont été très intéressants, conviviaux avec la participation de nombreux intervenants aussi bien représentants les personnels que les administrations.

Ils ont surtout porté sur la revalorisation du **ticket restaurant** à 5.00€ voire plus, et l'implantation d'un restaurant administratif dans le département.

Mais le discours reste le même sur les questions de coût 0.12€ en plus sur le ticket coûte 500 000€ à la DPAEP. La délégation argumente que le personnel n'est pas forcément favorable à l'abandon du ticket. En effet, il faut un bon rapport qualité/prix et la proximité pour le restaurant. Dossier à suivre....d'autant que dans certains départements et à la Direction Centrale des projets semblent émerger.

Sur **le logement**, la déléguée reconnaît qu'elle n'a pas proposé le logement réservé par la Préfecture, ni à un nouvel agent, ni à des agents pouvant profiter d'un loyer moins onéreux. Il y aurait donc des choses à faire dans ce domaine vu le prix des loyers dans l'Yonne et les problèmes financiers des personnels.

Les rapports de Mlle Paris et du Dr Martinot ont été très écoutés et les chiffres donnés et commentés révèlent bien les problèmes aussi bien financiers, familiaux ou professionnels des personnels de toute catégorie.

Notre Assistante Sociale semble avoir acquis beaucoup de notoriété, à juste titre et les agents font de plus en plus appel à elle. Nous pouvons regretter son absence sur le site de la Trésorerie d'Auxerre Banlieue avant leur départ à Auxerre et le suivi de leur installation. Il n'est peut être pas trop tard pour le faire.

Au niveau médical, il n'y a plus de point de consultation à Avallon depuis le 1^{er} Décembre 2006 (les locaux ont été repris par la Trésorerie d'Avallon). Les personnels devront aller sur Auxerre. Les élus ont demandé si une recherche de local était prévue?

Pour **les colonies, centres de vacances, loisirs**, le nombre de participants est en hausse. Il manque des places mais les personnels sont satisfaits. Les élus ont demandé «Quand des colonies pour les adultes pour lutter contre le stress ? (action de prévention 2007 prévue au 1^{er} semestre). La préparation à la retraite étant placée dans le 2^e semestre 2007.

Pour les **crédits délégués 2007**, les activités sociales habituelles sont reconduites, mais pas finalisées (arbre de Noël, réunion des Retraités, Amitiés Finances).

Dans le cadre du BIL (**Budget d'Initiative Locale**) une sortie au Bourget le 10 Juin et une journée en Octobre sont prévues. Les bons d'achat « rentrée scolaire » restent à 45€ pour les enfants nés en 1991 et 1992.

Pour finir, on peut noter que la délégation est satisfaite de **ses nouveaux locaux** plus spacieux. Une place de parking « handicapé » est prévue. Le problème d'insonorisation est réglé dans le bureau de l'assistante sociale.

Siégeaient pour la CGT :

Chantal Duchesne et **Mauricette Coste** (DGCP)
Nathalie Zelman (DGI)
Didier Bourrigault (Douanes)

COMPTE RENDU DES CAP locales du 15 mars 07 après 4 postes supprimés aucune mutation interne

Rappel des redéploiements et suppressions d'emplois décidés par l'administration lors du dernier CTPL:

Postes comptables:

Ancy le Franc : +1
Auxerre : -2
Auxerre EH : -1
Avallon (avec Vézelay) : -2
Paierie : +1
Sens Agglo: -1
Saint Florentin :+2 et Brienon : -2 suite à restructuration
Cerisiers :-1 et Villeneuve l'Archevêque :+1 suite à restructuration ;

Trésorerie Générale :

Animation expertise :+1
TG DSF : -1
TG RH : -2
TG Log : +1

Equipe de Renfort Départementale: +1

Résultats des travaux des CAP : 0 mutation

L'administration nous ayant annoncé son intention de ne muter personne, la CGT a proposé une déclaration commune à FO qui l'a accepté. Voir le texte page suivante .

Suite à cette déclaration, **en catégorie B** , la CGT a insisté sur la nécessité de débloquer la situation rapidement et est revenu sur plusieurs demandes :

- Pour Patricia CAGNAT (TG) , elle a fait remarquer ses contraintes familiales dans un petit service.
- Pour Sophie CHARRIOT (Villeneuve l'Archevêque) elle demande que l'on examine les possibilités de rapprochement le plus rapidement possible, elle avait déjà évoqué sa situation à plusieurs reprises et son souhait des horaires variables.
- Pour Bernadette DEFOSSEZ (TG), elle a rappelé que c'est la première restructuration pour lesquels tous les effectifs implantés (l'ORE de l'ensemble des postes) ne sont pas transportés et qu'il est inutile de faire pression sur les agents , ceux-ci font aussitôt une demande de mutation . En attendant de l'obtenir, ils ne travaillent pas dans de bonnes conditions morales notamment.

DECLARATION FO et CGT CAP LOCALES DU 15 mars 2007

Après le CTPL qui a redéployé des emplois B et C et localisé la suppression de 4 emplois dans l'Yonne , les CAP locales vont essayer de « boucher les trous ». Mais cela s'avère impossible au vu des mécontentements créés actuellement par les mutations d'office liées aux réorganisations en TG , les pressions suites aux restructurations.

Pourtant ce n'est pas dans l'intérêt de l'administration de produire des difficultés supplémentaires à la situation actuelle (Hélios , fusions /restructurations, suppressions d'emplois et de missions , avenir incertain.....) les agents se trouvent obligés de travailler dans de mauvaises conditions qui leurs sont imposées. Et la pression quotidienne des objectifs du CPP n'y changera rien.

Il conviendrait , faute de créations d'emplois nécessaires, de mieux respecter les souhaits des agents , à moins que le but recherché ... avant de prochaines profondes réformes ... ne soit de les décourager, de les démotiver.

Pour les élus du personnel FO et CGT , il ne suffit pas de constater la dégradation des conditions de travail des agents dans les groupes de travail de la Direction Générale , il faut en tenir compte dans l'examen des demandes des agents et dans leurs souhaits initiaux , il faut tenir ses engagements lors des visites de postes pré-restructurations par exemple.

Ils n'acceptent pas l'absence de mouvement interne proposé par l'administration et demandent les mutations suivantes:

En catégorie B :

Rodolphe PASDELOUP de Migennes dans l'équipe de dépannage , il serait remplacé par Frédéric GILLOT qui arrive du Val de Marne

En catégorie C :

- la mutation de Patricia CHAPOTIN de la Paierie à L'isle sur Serein en remplacement de l'agent qui part en Côte d'Or le 1er avril. Elle ne veut plus retourner à la Paierie.

- elle serait remplacée par Jocelyne PREVOST de Chablis , elle même remplacée par Maria BOURGEOIS de la TG comptabilité qui voit l'arrivée d'un agent au 15 mars.

Par ailleurs ils condamnent une nouvelle fois la communication tardive des documents préparatoires : le lundi à 18H pour les CAP du jeudi.

En catégorie C, la CGT a indiqué que certains agents sont victimes de leurs compétences et sont bloqués dans leurs postes.

La CGT a insisté pour la mutation de Patricia CHAPOTIN de la Paierie à L'isle sur Serein qui présentera une vacance au 1^{er} avril , des déplacements liés aux problèmes de santé ayant déjà eu lieu dans le département.

Pour Nadine SALLIN (Villeneuve l'Archevêque) elle a insisté pour qu'elle puisse avoir rapidement satisfaction car au départ elle n'a pu obtenir le poste près de chez elle et la fermeture l'a éloigné encore un peu .

L'administration ne prend aucun engagement pour l'avenir , sauf en ce qui concerne la prochaine fermeture de Courson prenant appui sur les circonstances liées aux effectifs .

Vous trouverez ci-dessous la situation des effectifs **au 15 mars 2007** après le CTPL qui a supprimé 4 emplois et les mouvements du 15 mars hors CAP .

Pour mieux connaître les possibilités de mutation , ce document devra être actualisé:

- des départs en mutation au 1er avril de pont sur Yonne en catégorie B et de l'Isle sur Serein en catégorie C
- des départs en retraite connus de Courson, de la Paierie, de Pont sur Yonne et du service DSF de la TG en catégorie B; d'Avallon, de Sens Agglo en catégorie C.
- d'une mutation d'office d'un C à la TG de RH à Log au 1er avril
- des départs pour autres raisons (disponibilité...) en B de Migennes
- d'une arrivée en B à Chéroy au 1er mai
- d'un changement de poste d'un AR de Chéroy qui va à Sens Municipale au 1er mai

Siégeaient pour la CGT :

Régis HIVERT (Titulaire ARP1) , Clara LAINELLE (Titulaire ARP2)

Ghislaine TRANCHON (Titulaire CP) Alain GUYADER (Titulaire C 1)

La baisse annoncée du chômage n'est pas crédible

Selon les chiffres annoncés officiellement, le chômage aurait diminué de 1 % au mois de février et le taux de chômage aurait baissé à 8,4 %. Le gouvernement ne manquera pas de mettre en avant ces chiffres pour justifier sa politique antisociale que compte poursuivre et intensifier la droite si ses candidats l'emportaient à la future élection présidentielle.

La baisse annoncée du chômage concerne les demandeurs d'emploi dits de catégories 1 et 6, c'est-à-dire ceux qui cherchent un emploi à temps plein. La réalité du chômage et de sous-emploi est toute autre. A ces demandeurs d'emploi enregistrés à l'Anpe s'ajoutent d'autres catégories de privés d'emploi. Au total, ce sont pratiquement cinq millions de personnes qui sont exclues du travail pour des raisons économiques.

Dans cette campagne présidentielle, les statistiques du chômage se présentent plus que jamais comme un enjeu politique. Alors que l'Insee décide de reporter la publication des résultats de l'enquête emploi, les données partielles révélées montrent que le taux de chômage a beaucoup moins baissé en 2006 que ce que clairotte le gouvernement.

Pour mettre fin aux débats récurrents autour des chiffres du chômage, débats qui décrédibilisent le système des statistiques public, il faut cesser de focaliser l'attention sur la définition restreinte du chômage qui fait l'objet de communications gouvernementales. Il faut mettre à la disposition du public une batterie d'indicateurs couvrant les multiples aspects du chômage, du sous-emploi et de la précarité.

La Cgt réitère que pour réduire le chômage, il faut améliorer les conditions de la croissance économique. Or, celles-ci deviennent moins favorables, surtout au niveau mondial. En France, la faiblesse des salaires et du pouvoir d'achat, la précarité de l'emploi, l'insuffisance de l'investissement des entreprises et l'austérité budgétaire de l'Etat empêchent une croissance solide et pérenne. Pour réduire le chômage, il faut agir sur l'ensemble de ces questions.

POSTES	détail après CTPL		réels		différences		total
	B	C	B	C	B	C	
Aillant / Tholon	1	3	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0
Ancy le Franc	1	3	1,0	1,0	0,0	-2,0	-2,0
Auxerre *	8	11	8,2	11,1	0,2	0,1	0,3
Auxerre EH	5	8	4,6	8,1	-0,4	0,1	-0,3
Avallon *	4	7	4,5	7,8	0,5	0,8	1,3
Bléneau	2	3	2,0	2,6	0,0	-0,4	-0,4
Brienon *	1	1	1,0	0,8	0,0	-0,2	-0,2
Chablis	3	3	3,0	3,0	0,0	0,0	0,0
Charny	1	2	1,0	1,8	0,0	-0,2	-0,2
Courson	1	3	2,0	1,0	1,0	-2,0	-1,0
L'Isle sur Serein	1	3	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0
Joigny	4	6	3,6	6,4	-0,4	0,4	0,0
Migennes	3	4	3,6	3,0	0,6	-1,0	-0,4
Saint Florentin *	3	4	3,8	4,8	0,8	0,8	1,6
Saint Sauveur	1	2	1,0	1,7	0,0	-0,3	-0,3
Tonnerre	4	6	5,5	3,7	1,5	-2,3	-0,8
Toucy	3	3	2,0	3,6	-1,0	0,6	-0,4
Vermenton	3	3	3,0	2,8	0,0	-0,2	-0,2
Paerie Dépt	5	6	4,0	5,8	-1,0	-0,2	-1,2
Chéroy	1	3	0,0	4,0	-1,0	1,0	0,0
Pont sur Yonne	3	4	2,3	5,5	-0,7	1,5	0,8
Sens Agglo	4	6	4,4	7,1	0,4	1,1	1,5
Sens Municipale	6	8	4,4	9,7	-1,6	1,7	0,1
Sergines	1	2	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0
Villeneuve l'Arch *	1	2	0,8	2,0	-0,2	0,0	-0,2
Villeneuve/Yonne	3	3	3,0	3,4	0,0	0,4	0,4
total	73	109	71,7	108,7	-1,3	-0,3	-1,6
Cellule qualité comptable	1	0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recouvrement des impôts	4	5	3,8	3,8	-0,2	-1,2	-1,4
Dépenses état	2	2	1,8	2,0	-0,2	0,0	-0,2
CEPL gestion	3	3	2,1	4,8	-0,9	1,8	0,9
Animation expertise SPL	1	1	0,8	0,0	-0,2	-1,0	-1,2
Comptabilité	2	4	1,0	4,0	-1,0	0,0	-1,0
Dépôts et services financiers	2	4	3,6	4,0	1,6	0,0	1,6
Ressources humaines	3	2	2,8	3,6	-0,2	1,6	1,4
Logistique	2	5	2,0	4,0	0,0	-1,0	-1,0
TOTAL TG	20,0	26,0	18,9	26,2	-1,1	0,2	-0,9
ERD	7	5	8,1	3,0	1,1	-2,0	-0,9
TOTAL DEPARTEMENT	100	140	98,7	137,9	-1,3	-2,1	-3,4

* postes restructurés

A propos de la liste d'aptitude à Inspecteur d'Alain Guyader ,
nous tenons à préciser qu'il ne lèse aucun agent du département puisqu'il existe au niveau national un quota pour l'ensemble des détachés .

CALENDRIER :

- **lundi 26 mars 2007** : Réunion DGCP : Equipes mobiles de renfort
- **lundi 2 avril 2007** : Comité technique paritaire central
- **mardi 3 avril 2007** : Commission de suivi schéma directeur informatique
- **mercredi 25 avril 2007** : Commission consultative paritaire agents contractuels de droit public
- **mardi 15 mai 2007** : CAP centrale catégorie B : tableaux mutations 1er septembre
CAP centrale AST : tableaux mutations 1er septembre
- **mercredi 16 mai 2007** : CAP centrale catégorie C : tableaux mutations 1er septembre /
contractuels handicapés

Pour recevoir régulièrement toutes les informations CGT
--

directement et rapidement par intranet, il suffit de remplir le questionnaire ci-joint et de le retourner à Alain Guyader à la TG :

NOM

PRENOM

AFFECTATION

accepte de recevoir des informations de l'organisation syndicale ci-dessus dans la
boîte électronique suivante: @cp.finances.gouv.fr
les envois pourront cesser sur simple demande de ma part.

Fait à

le

BULLETIN D'ADHESION



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT

Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

déclare adhérer au Syndicat National du Trésor CGT.

Signature :